



Thomson-CGE

A compter du 1^{er} juin 1984, la physionomie du secteur des Télécommunications françaises se trouvera profondément modifiée.

La majeure partie des activités « communication » du groupe Thomson (12 milliards de francs de chiffre d'affaires) constituera une nouvelle société (Thomson-Télécommunications) avant d'être cédée après une période de trois ans à la CIT Alcatel. Bien entendu Thomson recevra en contrepartie diverses filiales du groupe CGE. C'est donc dans le domaine de la téléphonie publique que la modification apparaît la plus importante.

Ce dossier semble révélateur de contradictions mettant en cause les acteurs de l'activité économique.

L' ACCORD CGE-Thomson a provoqué divers remous dont l'explication n'est pas toujours évidente. Les interrogations soulevées par cette opération dépassent largement le simple cadre industriel. Nous nous trouvons devant un dossier test qui devrait amener chacune des parties prenantes à préciser sa stratégie. On retrouve sur cette affaire, chacun des acteurs de la vie économique confronté au dossier des nationalisations :

- le pouvoir politique testé sur sa conception du rôle des groupes nationalisés ;
- le pouvoir industriel testé sur sa volonté effective de se libérer de la tutelle de l'Etat ;
- le mouvement syndical testé sur sa capacité de participer pleinement à la gestion des groupes nationalisés.

Un test politique

Force est de constater que les entreprises nationalisées sont au cœur de la politique industrielle. Les nationalisations de 1981 ont en effet nettement alourdi l'impact économique du secteur public.

Le secteur public devrait être le moteur du développement industriel national autant sur les secteurs considérés de pointe (l'électronique) que sur des secteurs plus traditionnels voués depuis des années à

des opérations de restructuration (chimie, sidérurgie).

Dans une telle logique, une part non négligeable de la réussite ou de l'échec politique du septennat passe par le succès des opérations industrielles. Aux yeux de l'électorat, ce succès se mesurera surtout à travers la santé financière des groupes nationalisés.

Poids du secteur public dans l'industrie

	avant 1981	après 1981
Effectifs	6,1	18,6
Valeur ajoutée	8	22,6
FBCF (formation brute de capital fixe)*	9,2	23,8
Exportations	12,2	32,1

* Élément de mesure de l'investissement

Actuellement, cette santé est plutôt chancelante. La quasi totalité du secteur public est dans la « zone rouge ». Chacun à leur tour les groupes basculent dans le déficit (cas de Thomson, CGE faisant exception) sans qu'aucun signe encourageant de reprise n'apparaisse. Il ne s'agit pas bien évidemment d'établir une corrélation entre nationalisations et déficit. Les perturbations externes et internes, présentes et passées (on se sou-

viendra de l'irruption brutale et aujourd'hui mal maîtrisée de Thomson dans les télécommunications) sont trop nombreuses pour raisonner aussi simplement. Mais l'opinion restera sensible à cette présentation des choses. L'échéance politique des législatives de 1986 explique l'intransigence de l'Elysée sur l'objectif d'équilibre des groupes nationalisés : c'est Thomson qui est ici, à travers l'accord de restructuration accepté par le gouvernement, placé en première ligne.

Mais l'équilibre financier des groupes nationalisés doit être aussi interprété dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988.

Parce qu'il est un des éléments qui pèse sur le problème de l'endettement de l'économie française, parce que l'on sait bien que résoudre ce problème signifie une austérité maintenue au-delà de 1986. Une reprise sensible de l'économie française si les priorités actuelles sont maintenues ne pourra se dessiner que vers 1987-1988 : à cet égard le secteur des télécommunications (DGT comprise) pose un dilemme délicat puisque l'endettement y est déjà important, que les projets d'investissements sont très lourds, et que la capacité d'autofinancement y apparaît aujourd'hui limitée.

Dans cette imbrication du politique et de l'économique, il est un dernier élément, qui au moins sous la forme d'inter-

rogation mérite d'être posé à propos de l'accord CGE-Thomson. On a noté ces derniers mois, alors que les « grandes manœuvres » dans les télécommunications mondiales se développaient, l'incapacité de l'industrie française à conclure des accords internationaux. On sait aussi que les Etats-Unis, depuis l'élection des socialistes en France, mènent subtilement une politique d'isolement de la France. Dans cette perspective, constituer sur un secteur très important, un groupe de taille internationale (la CGE est le quatrième ou cinquième groupe mondial dans le secteur) c'est peut-être d'une certaine façon, vouloir suggérer que l'on peut assumer cet isolement relatif.

Un test industriel

L'accord CGE-Thomson correspond à une logique industrielle de restructuration qui présuppose que plus un groupe est puissant, plus sa position industrielle est forte (part du marché, technologie...). Cette approche est-elle pertinente pour l'industrie des télécommunications ? Certes, on a pu montrer ici et là que d'importantes économies d'échelle existaient dans ce domaine, non seulement en ce qui concerne le coût du matériel et des logiciels, mais également en ce qui concerne les coûts de transaction, dans une industrie où plus de 50 % du chiffre d'affaires est lié à l'activité du gestionnaire du réseau public.

Certes, l'abaissement des barrières à l'entrée dû à l'évolution technologique et au processus de déréglementation en cours en fait une industrie moins protégée. De là à imaginer qu'un grand groupe de téléphone puisse davantage tirer son épingle du jeu que ne l'auraient fait deux principaux groupes nationaux, il y a là malgré tout un pari qui devra être mis à l'épreuve des faits, d'autant plus que l'on ne sait pas comment s'adaptera le reste de l'industrie française des télécommunications dont le poids n'est pas négligeable (l'activité des PMI sous-traitantes est essentielle dans ce secteur).

L'autre question que soulève cet accord est plus large : y a-t-il abandon implicite de la stratégie de filière telle au moins que l'on pouvait la discerner dans la politique industrielle du gouvernement ? La rectification des frontières entre CGE et Thomson prive les deux groupes des synergies technologiques entre télécommunications et électronique professionnelle (plus particulièrement pour Thomson), entre télématique et produits vidéo grands publics (pour CGE). En ce sens, il y aurait abandon d'une logique de filière au profit de la constitution d'« arsenaux » industriels. Mais à regarder de plus près le rapport de la mission « filière électronique » (seule référence officielle sur la conception stratégique de la filière) la rupture n'est pas aussi évidente : d'une part le rapport préconisait la restructuration industrielle d'activités émietées en s'appuyant sur les points forts de l'industrie française (dont les télécommunica-

tions et l'électronique professionnelle font partie) ; d'autre part, la filière n'avait de sens, compte tenu de la puissance économique de la France, qu'au niveau national : il faudrait alors compter sur la logique du secteur public pour que le jeu au service de la communauté soit effectivement joué par les entreprises nationalisées.

Un test pour les syndicats

S'il est des dossiers qui échappent aux syndicats, l'accord CGE-Thomson semble bien être de ceux-là. Sans remettre en cause le processus de restructuration, certains syndicats ont regretté le manque de concertation, et l'écart entre le discours des responsables politiques et la pratique de la gestion partagée des groupes nationalisés.

La doctrine gouvernementale qui en la matière apparaît assez clairement définie, est difficilement réalisable. Entre le principe d'autonomie de gestion des groupes nationalisés et la stratégie industrielle nationale, qui s'appuie largement sur ces groupes, la marge de manœuvre est étroite : à court terme la prime à l'efficacité industrielle semble remettre à plus tard l'objectif d'une gestion sociale des grands groupes français. Pour la direction des entreprises nationalisées, il s'agit de savoir jusqu'où il est possible de s'affanchir de la tutelle gouvernementale (celui-ci serait-il pris à son propre piège ?) et du pouvoir des syndicats.

Pour ces derniers, il s'agit de choisir entre pouvoir ou contre pouvoir : si la cogestion n'est pas une pratique historique du syndicalisme français, la contestation a, elle, perdu de sa vigueur (on a tout juste émis des réserves). C'est parce qu'ils cherchent encore leur stratégie de l'après mai 1981, que les syndicats ont paru si en retrait dans l'accord CGE-Thomson.

Tout dans ce dossier est révélateur d'un jeu complexe entre une multitude d'acteurs. Ce n'est pas le moindre paradoxe de voir au bout du compte une décision finale relativement claire. Peut-on se risquer à reposer l'analyse en terme de gagnants et de perdants, comme cela a été fait dans la presse ? L'affaire a révélé par exemple, un perdant patenté : la Direction générale des Télécommunications.

Après avoir hérité du financement de la filière électronique, la voilà désavouée. N'a-t-elle pas proclamé très fort qu'elle se refusait à n'avoir qu'un seul interlocuteur industriel ? On peut parier que ses ressources lui permettront dans les prochains mois de donner sa réponse à cette décision comme le feront tous ceux qui ont été mis devant le fait accompli.

J. Arlandis

Ecole nationale supérieure
des Télécommunication

A. Gonzalez

Centre de recherche en
Economie industrielle
Université Paris Nord

Compte rendu général (19-20)

Des usages sociaux pour la micro-

Small Brother is beautiful

N'ayons pas peur d'écrire des évidences : la micro-informatique est en train de se développer tous azimuts, induisant des enjeux notamment socio-politiques qui ne sont pas forcément aussi évidents qu'il n'y paraît.

Dans la tête de beaucoup de gens de gauche, la manière d'appréhender l'informatique est relativement stéréotypée. Si vous dites « informatique », on vous répondra « centralisation, fichage liberticide, Big Brother te regarde... ». Ce qui n'est certes pas faux. Mais si vous dites « micro-informatique », alors là les réponses tournent autour de « décentralisation, convivialité » (les grands mots sont lâchés), « le terminal et le jardin potager » (B. Lalonde), « la révolution du micro-processeur », etc.

Dans la grande presse, « l'hébétéude mass-médiatique », comme dirait Bidalou, atteint son apogée. Un exemple, révélateur : à l'occasion du SICOB, *Libération* du 20 septembre dernier consacrait un supplément à la micro. Un extrait de l'éditorial de L. Joffrin, titré, et c'est significatif, « les autonomes sont là » : « Par l'étonnante alchimie du marketing et des gains de productivité, Big Brother a produit son contraire : le micro-ordinateur, petit frère docile du cerveau (...) Il n'y a pas de déterminisme technologique. (...) Les outils de l'autonomie sont là ».

Cette approche, particulièrement répandue, n'a pas peur des contradictions : j'aimerais tout de même que l'on m'explique comment les micros peuvent être « le contraire de Big Brother » si « il n'y a pas de déterminisme technologique ». Cette opinion est peut-être bien sympathique, ça fait sans doute chaud aux fantasmes, mais c'est aussi se moquer du monde.

Peut-être faudrait-il sortir de ce manichéisme gentillet, et tâcher de comprendre la réalité du phénomène micro, histoire de voir ce qu'on peut en attendre. Essayons.

Que le micro-ordinateur donne des possibilités de gestion décentralisée, voire d'usages alternatifs, oui. Pour ne parler que d'exemples que je connais, les expériences d'ASIL et d'ID à Lyon sont là pour le prouver. Mais que les micros soient par nature des outils privilégiés d'autonomie, cela reste pour le moins à démontrer.

Car enfin, j'ai l'impression qu'il ne s'agit là que de la plus récente tentative de contourner une question qui n'est ni simple ni récente : comment mettre en place la société autonome que nous désirons ? En étant capable d'apporter des éléments de réponse à cette question-là, on pourra discuter utilement de l'usage ou non de la micro... Comme du reste. Mais poser

de l'assemblée du CIII nov. 83)

et alternatifs informatique

le problème à l'envers (ou le faire marcher sur la tête, comme dirait un grand ancien), ne fait pas avancer d'un iota.

Il faut aussi relativiser le discours ambiant sur les technologies de communication. Ce n'est pas demain la veille que toutes les informations passeront exclusivement par les micro-processeurs ; particulièrement l'information « sensible », qui, aujourd'hui encore, circule essentiellement par la méthode pas franchement nouvelle du bouche-à-oreille. Dans ce cadre-là, que penser des projets de réseaux de micros (TPG,...) ? Peuvent-elles avoir un autre usage que de simple gadget ? La question reste posée.

Quant à l'informatique individuelle (le fameux « personnel computer »), j'aimerais que l'on me cite des exemples d'usage de l'informatique individuelle ou familiale autre que strictement ludique (« prendre son pied » avec « stars war » ou avec la programmation en basic), ou, là encore, autre gadget (de la gestion des finances du ménage à l'horoscope des membres de la famille), toutes choses fort respectables, mais dont les perspectives alternatives ne sautent pas aux yeux.

Ces restrictions aux discours lénifiants actuels étant faites, il reste que la technologie micro ouvre des possibilités inconnues de l'informatique classique, celle de grand-papa, disons de la « grosse » informatique : des groupes de plus en plus modestes numériquement et financièrement peuvent s'offrir des machines raisonnablement performantes à des prix relativement faibles.

Et ce ne sont pas les gens présents à l'AG du CIII qui me contrediront quand je rappellerai la lourdeur de gestion et le temps passé en détails divers pour, disons, s'occuper d'un centre social ou bien du fichier des abonnés de la revue *Terminal 19/84*.

Et là, nous sommes au cœur du sujet : l'informatique alternative et/ou sociale ne serait-elle pas celle, potentielle, des groupes qui s'occupent des problèmes sociaux et cherchent à dégager une alternative ?

L'informatisation éventuelle de ces groupes pose de nombreuses questions, très concrètes :

- comment réaliser les programmes pour qu'ils soient accessibles à leurs futurs utilisateurs, pratiques, et correspondent aux besoins réels ?
- dans quel type de dynamique associative locale cette informatisation doit-elle s'insérer ?
- quelle formation apporter aux utilisateurs permettant une réelle maîtrise, sans perpétuer le mythe de la machine omnisciente ?

C'est en résolvant ce genre de problèmes qu'un début d'usage alternatif de l'informatique pourra exister.

Débat

Pour démarrer la discussion, trois interventions étaient prévues, Marcel Giry directeur du Laboratoire d'informatique de l'INEP souligne l'importance de l'initiation du grand public à l'informatique avec une approche non technique et une « vision globale de la culture ». Puis il s'intéresse à l'informatisation des associations pour laquelle l'INEP avance la notion de « programmation collective ». Ensuite, J.P. Sagueton d'Informatique et Développement, raconte la genèse de la fédération « Andante », basée sur le concept « d'informatique prétexte » à l'ouverture de l'école sur le quartier et au développement de la vie sociale. Enfin Yves Cochet des « Verts » remplaça la micro-informatique dans son contexte historique et montra par quelques exemples les apports de cet outil pour une vie décentralisée. Le thème choisi pour la commission « Des usages sociaux et alternatifs pour la micro-informatique » s'est révélé dans la suite du débat être très large, peut-être trop large.

En effet, ont été discutées les différentes approches d'une pratique alternative, à travers les différentes expériences présentées de X 2000 à Andante. Dans un registre différent,

les possibilités de la programmation collective présentées par Marcel de l'INEP ont suscité un long débat et pas mal de scepticisme.

Les alternatives techniques comme la machine Molle chère à M.C. Blanc n'ont pas été discutées. Un constat sautait aux yeux, c'est le peu de maturité auquel nous sommes parvenus sur le problème des usages alternatifs. L'informatique alternative n'est-ce pas tout simplement l'utilisation de l'informatique dans des groupes et des associations qui se veulent par ailleurs alternatifs. Les participants à la discussion défendaient des positions très diverses et semblaient souvent avoir du mal à s'éloigner d'une vision pragmatique directement liée à leur propre pratique. Il a semblé voir apparaître, mais de façon assez confuse un clivage entre une série de démarches qui reflétaient un désir de croire aux capacités alternatives de la micro-informatique (comme l'intervention du représentant écologiste, Yves Cochet, tentait de le théoriser) et une série de démarches tout aussi diverses, qui finalement restaient assez (ou très sceptiques). Il faut laisser le mot de la fin à l'un des participants, qui résumait ainsi sa formation à la micro : « On m'avait promis que je serais plus intelligent, mais après un an de pratique, je n'en ai pas l'impression ».

B.L. et R.E. CIII Lyon

Sept heures pour une informatique différente

Cent cinquante personnes environ ont participé aux « Sept heures pour une informatique différente », organisées à l'occasion de l'AG du CIII ; les trois tables rondes du samedi ont permis d'avancer dans le débat. L'informatique alternative, ce sont d'abord des activités autour de l'informatique dans les lieux alternatifs, mais pas une véritable informatisation alternative, une autre manière d'automatiser les tâches. Il s'agit plus de communiquer autour et avec l'informatique que de changer le travail. La table ronde sur « les données du pouvoir » dominée par le débat interne de l'INSEE, a porté sur la façon d'utiliser les données pour augmenter le pouvoir de la base face aux appareils et sur la manière d'avoir de « bonnes » statistiques sociales. Quant au débat sur les pratiques syndicales il a permis de faire le point de la situation et de sortir des illusions qui voient dans l'intervention sur le poste de travail informatisé l'axe majeur des pratiques syndicales ignorant les enjeux pour les travailleurs de la politique de modernisation industrielle en cours de définition.

Le débat du dimanche a permis de faire le point sur l'activité du CIII, de mesurer l'ampleur des demandes formulées à l'égard d'un CIII qui a encore un mode de fonctionnement artisanal.

Deux axes d'action se sont dégagés :

- Relance de l'intervention sur le thème « informatique et liberté » (fichier de la SS, fichier d'INTERPOL, dossier sur les usages liberticides de l'informatique dans le monde, élaboration d'un code de déontologie des informaticiens).
- travail privilégié avec le monde associatif pour aider au dégagement d'un secteur d'utilisation culturelle et sociale de l'informatique (édition d'une lettre d'information sur la micro-informatique), et à une démystification de l'orgie informatique actuelle.

Si le public de Terminal reste hétérogène, l'accent a été mis sur une conception plus soignée des dossiers (qui devraient être précédés d'un article plus pédagogique), sur une présentation plus aérée, des articles moins longs et plus lisibles, sur des pages pratiques (fiche centrale détachable), sur une écriture plus subjective. Terminal doit exprimer ce que ressentent les gens face à l'informatique et par des interviews permettre l'expression des besoins informatiques des différents groupes et associations.

Outre le numéro spécial sur les usages liberticides de l'informatique, il est proposé de préparer des dossiers sur l'informatique et l'agriculture, la politique industrielle de l'informatique, l'informatique dans l'enseignement, l'histoire et l'évolution de l'informatique.

On a demandé aussi qu'un groupe de travail fasse le point sur la politique de recherche en informatique. L'idée d'écrire des thèses politiques sur l'informatique n'a pas fait suffisamment l'unanimité pour pouvoir être retenue.

E.B.

Robert Essarts
CIII Lyon (novembre 1983)

Données du pouvoir pouvoir des données

Réunissant une quinzaine de personnes, la table ronde a été animée par A. Bensaïd, J.C. Poulain, G. Lacroix et A. Vitalis.

Un accord s'est fait pour dire qu'il n'y avait pas d'information universelle, ni neutre. Une situation ne devient pas objective parce qu'on y introduit plus de données. L'informatique ne résoud pas le problème de fond qui est celui de la représentativité de l'information. Elle permet seulement de traiter davantage de données et plus vite qu'en procédure manuelle.

A partir de cet accord, le débat, qui a beaucoup porté sur les données statistiques que véhicule l'INSEE, est parti dans deux directions.

Pour les uns, le pouvoir dispose de données, mais il est possible de définir les conditions qui permettent d'utiliser de façon différentes ces données fournies par le pouvoir. Ainsi la clarté doit être faite sur les comptes, les nomenclatures, les conventions, les bases sur lesquelles sont effectués les sondages. L'informatique peut alors constituer un outil mis à la disposition des gens, qui l'utilisent comme ils le veulent, pour traiter les informations de manières diverses. Pour cela, il faut que la collecte des données soient publique, que l'accès aux données de base soit possible, que l'on sache comment sont élaborés les résultats. A titre d'illustration, les banques de données macro-économiques ont été dénoncées comme incapables de refléter convenablement la réalité, parce qu'elles placent toutes les informations sur un pied d'égalité alors qu'en fait, la qualité des données varie profondément d'une source à l'autre.

Pour les autres, il s'agit moins de s'entendre sur les conditions à définir pour que les données soient utilisables par tous, que de savoir en quoi l'informatique modifie le traitement des informations. Il apparaît ainsi que l'informatique développe des notions nouvelles, ou leur confère une dimension supplémentaire, en matière de fichage, de profils, de modélisation. Elle conserve un grand aspect magique et se fait le support de l'idéologie de la rationalisation. Le ou les pouvoirs tirent leur légitimité de leur capacité à recourir aux techniques les plus modernes, à traiter toujours davantage d'informations. L'informatique développe le danger d'homogénéisation des comportements humains : la démocratie au contraire est liée à la diversité des attitudes.

Les notions de transparence et d'opacité ont donné lieu à controverse. La transparence des informations est souhaitable : connaître les questions de base posées pour la collecte des données, forcer les producteurs de résultats à clarifier les concepts qu'ils utilisent (exemple : définir ce qu'est l'alcoolisme, un jeune, un chômeur, trois notions fort utilisées en statistiques mais qui demandent à être précisées). La transparence de la situation des individus, constitue au contraire, un instrument de pouvoir sur ceux-ci. Pour les libertés individuelles, il est préférable de disposer de statistiques de mauvaise qualité plutôt que de bonne. L'informatique peut représenter un facteur d'opacité en un sens, mais cette opacité peut aussi être moindre que celle qui résulte de la subjectivité des enquêteurs.

Pierre Benoît

Pratiques syndicales en matière d'informatisation

S. Volkoff de la revue *Résister* constate l'embarras du mouvement syndical devant les nouvelles technologies.

Le mouvement syndical n'est pas formé techniquement : la complexité des questions posées exige un haut niveau de connaissance technique et des compétences différentes de celles que l'on met en œuvre pour rédiger un « édit ».

Le mouvement syndical n'est pas organisé pour faire face à cette machinerie anti-démocratique que constitue l'informatique, peu implanté chez les informaticiens, enfermé dans un monde à part, communiquant parfois difficilement avec les non-syndiqués, il n'est pas en capacité de livrer la contre-attaque démocratique qu'exige l'informatisation. Les réflexes organisationnels et de lutte habituels ne marchent plus car, les directions des entreprises ont trouvé les moyens de les contourner par toute une machinerie de relations sociales. Les conflits et les luttes sont différents dans un univers informatisé et il est sans doute nécessaire de mettre les informaticiens dans le coup.

Le mouvement syndical n'est pas préparé politiquement. Les attitudes de rejet, d'indifférence ou de fatalité ont fait

la preuve de leur inefficacité et ne sont pas comprises des salariés. L'enthousiasme mythique et la confiance aveugle n'amènent que des déceptions. Faut-il avoir une attitude revendicative traditionnelle ou une attitude propositionnelle ? (matériel ergonomique, salaire, qualification, emploi). Les revendications précises sont indispensables surtout en matière d'emploi et de temps de vacation devant les écrans mais, elles sont insuffisantes face à de nouvelles situations de travail structurées par des relations de travail différentes, l'effet des logiciels, le bouleversement des horaires. Il est proposé d'avancer des revendications en matière de condition de travail et de formation qui impliquent l'intervention très tôt dans la conception des systèmes et des logiciels. Mais n'y a-t-il pas là le risque de se faire prendre au jeu des informaticiens ? Le mouvement syndical a traditionnellement une certaine lourdeur et peu de capacité d'adaptation. La CFDT a un discours et peu de pratique, pour la CGT, c'est nouveau.

Alain Bonnet de la revue *Résister* et de la Fédération des banques CFDT note que la réflexion se fait à deux niveaux : les équipes de boîte (mais en général,

L'accord qui vient d'être signé dans la banque sur les écrans (1) avec l'aide des médecins du travail a permis d'ouvrir une seconde négociation sur les nouvelles technologies portant que des questions qualitatives comme la formation, les qualifications et l'organisation du travail, mais le patronat a exclu l'emploi d'où le risque évident d'être entraîné sur un terrain institutionnel ou serait absentes des questions aussi essentielles que la baisse du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'emploi.

Eric Braine du CIII note les variations dans le discours des confédérations. A la CFDT, *Les dégâts du progrès* sont relativisés pour faire place à la participation à la gestion et donc à l'informatisation. A la CGT, après un début de réflexion abandonnée avec le départ de J.L. Moynet, l'essentiel porte désormais sur la remise en cause des critères traditionnels de gestion des entreprises. **Les lois Auroux** supposées faciliter la négociation des mutations technologiques et la prise en compte de « l'expression des salariés » lors de l'introduction des nouvelles technologies, interviennent en l'absence de mobilisation sociale et viennent renforcer l'institutionnalisation du mouvement ouvrier. Il est difficile de négocier l'informatique (à supposer que cela soit possible) **préalablement à son introduction** comme le voudraient les lois Auroux car, l'informatisation est un processus continu. Dans un projet informatique clairement identifiable, le cahier des charges est déjà rédigé et mis en œuvre, lorsque les représentants du personnel en reçoivent la communication (incomplète). Que contrôler dans les grandes entreprises où le processus est développé de façon continue depuis vingt ans ? **Il y a une crise des pratiques syndicales**, on croit toujours qu'avec l'informatique, les réactions des travailleurs sont structurées par les revendications traditionnelles ainsi pour le traitement de texte, on a cru à un refus alors qu'il s'agissait d'un problème de formation ; **il y a des conflits et des contradictions nouvelles**, par exemple les cadres auteurs de textes font joujou (par l'intermédiaire de l'opératrice) avec la machine, présentent des ébauches ou des brouillons et obligent ainsi l'opératrice à rester plus longtemps devant l'écran pour sortir et corriger les versions successives. Pourquoi ne pas relancer un travail systématique d'enquête ? Un participant précise que **les accords ergonomiques passent bien auprès des directions** car ce n'est pas un enjeu de productivité.

Pour S. Volkoff, le mouvement syndical ne sait pas combler le fossé qu'il a avec les gens, il est capable de sensibiliser à un certain état de choses mais il ne sait pas faire un travail continu. Alain c'est trop tard, le niveau confédéral (mais c'est trop général). Il pense qu'il faut *négocier des accords cadre* (convention collective, accords de branche) pour jouer les voitures-balai des petites entreprises.

Bonnet décrit l'évolution des pratiques syndicales dans les banques. Plutôt que de distribuer des tracts généraux, les syndicats locaux ont organisé des stages de réflexion sur « *Comment se préparer à l'arrivée du plan informatique dans l'entreprise ?* » : ce qui a donné une série de tracts sous forme de « fiches cuisine » et de tracts à épisodes sous forme d'interview du personnel touché par l'informatisation. Dans la foulée, au Crédit du Nord, a été mise en place une procédure de négociation des problèmes technologiques et obtenue l'heure mensuelle d'information syndicale. Pour un autre intervenant, par rapport à l'informatique, **le syndicat n'est jamais moteur**, il reste à la remorque et refuse d'assumer les conséquences de l'informatique en limitant la casse, le syndicat n'a pas la maîtrise du choix, il n'est pas le mouvement, il n'est plus crédible. Si on part du principe que l'informatique est inéluctable, il ne faut pas selon cet intervenant s'opposer à ses conséquences. Il faut au contraire que l'organisation syndicale cherche à en être le moteur, prenne de vitesse la direction et fasse **des contre propositions pour s'opposer aux nuisances trop grandes**. Pour S. Volkoff, la logique refus/acceptation est une mauvaise dialectique car, la capacité à refuser peut permettre d'intervenir et de mieux contrôler. Dans certains cas, il faut **refuser la logique qui préside à l'informatisation**, la remettre en cause car cela permet de rediscuter.

L'informatique, pour quoi faire dans l'entreprise ? : il n'y a pas de débat sur le sens de cette informatisation, ajoute une participante. Le personnel voit arriver une informatique anonyme et toute prête et lorsque les syndicats sont mis au courant, il est trop tard, on découvre la réalité, mais **on ne propose rien pour agir**. Il y a là un **sérieux problème d'accroche du mouvement syndical aux réalités**,

car il y a coupure entre les efforts des syndicats et ce que peuvent faire à la base de petits groupes. Il faut trouver des liaisons horizontales entre les bureaux X, Y et Z.

G. Valenduc, correspondant de *Terminal* 19/84 pour la Belgique, considère que la question des contre propositions se pose très différemment selon les entreprises et les secteurs, elle dépend :

- du degré d'autonomie de la question technique ;
- de la place dans la division internationale du travail ;
- du taux de profit.

Il cite l'ensemble des banques ou les **contre propositions dépendent en réalité des plus qualifiés** donc majoritairement des hommes. Sur les démarches participatives dans l'élaboration des logiciels, il note que l'on fait appel aux psycho-sociologues ou que les syndicats sont pris de court par les cercles de qualité. De toute façon, il existe une barrière technique à l'intervention de l'opérateur dans le programme et le contrôle n'est pas possible lorsque le logiciel est réalisé par un SSCI. Au fond, il faut savoir s'il est nécessaire de participer au logiciel et comment on peut approfondir cette voie ou si au contraire **l'intervention doit porter sur le processus d'informatisation ?** De fait, tout projet d'informatisation est l'appannage exclusif de la direction de l'entreprise et **qui a le pouvoir dans l'entreprise ?** On fait comme si on voulait déplacer les limites entre le pouvoir du chef d'entreprise et celui des salariés, sans s'en donner les moyens.

Pour un autre participant, intervenir dans les logiciels, c'est nier la dimension essentielle de la confiscation (du vol) des savoirs-faire par l'informaticien. Il pense qu'il est temps que le CIII, sur la base d'articles parus dans *Terminal* 19/84 rédige un certain nombre de **thèses afin**

« d'armer » les salariés. On note aussi que certains informaticiens cherchent à se dédouaner en informant les syndicats des aspects négatifs du dossier qu'ils élaborent. Mais **l'enjeu réel est celui de la syndicalisation des informaticiens pour imposer d'autres pratiques dans le milieu**. On s'étonne qu'il n'y ait pas dans le mouvement syndical de discussions pour utiliser les gains de productivité pour **aller aux 35 heures** et obtenir du temps pour l'information du personnel ainsi que pour la formation qui constitue un enjeu important. Pour A. Bonnet, le cahier des charges a une dimension sociale, le plan informatique met en contradiction les constructeurs et les directions informatiques ; ce qui ouvre des espaces d'intervention, par exemple sur l'architecture des réseaux ou sur l'organisation du travail. A la demande des organisations syndicales, il y a eu mise en place de sites pilotes, d'agences laboratoires. Prenant l'exemple d'une banque, où il y a 11 000 actifs pour 11 500 retraités, A. Bonnet soulève les problèmes pour l'emploi et pour la survie des régimes sociaux. **Faudra-t-il faire cotiser les machines ?** Dans le secteur banques/assurances, il n'y a pas comme dans l'industrie de calcul patronal de la productivité, mais le calcul syndical montre qu'il est possible d'aller aux 35 heures et de faire un effort sur l'emploi alors qu'au Crédit du Nord, par exemple, il y a eu 3 000 suppressions d'emploi sans licenciements en trois ans. En matière de formation, il pense qu'il faut revendiquer des formations plus longues portant sur l'amont et l'aval du poste de travail, que doit être transmis le contenu du logiciel par grandes fonctions, que le contenu des formations doit être négocié paritaire et que les stages de formation doivent intervenir avant la mise en œuvre de la solution informatique. Un enjeu essentiel est l'obtention de qualifications supérieures et la création de programmes riches et intelligents, mais pour le moment, le mouvement syndical n'est pas motivé pour intervenir sur le contenu des logiciels. Pour A. Bonnet, **toute initiative, même partielle, peut aider à un rapport de force**.

En conclusion, on note que c'est la crise qui fait passer l'informatisation en raison du chômage et du discours du pouvoir sur l'efficacité et la productivité face à la concurrence internationale. Le pessimisme actuel doit être tempéré par le fait que l'informatisation ne va pas aussi vite qu'on le laisse souvent entendre ; elle se heurte à de multiples contradictions de nature technique et sociale. L'intervention sur l'informatisation attaque de front le pouvoir patronal et pose donc la question de la mobilisation sociale des travailleurs et du renouvellement et de l'adaptation des pratiques syndicales■

J.P. Durand et Eric Braine

1) Cf. *Terminal* 19/84 n° 17, page 36.

